



# Menaces hybrides : belligérance en reconfiguration permanente

L'intensité d'un engagement opérationnel, qui implique armes et mots, nécessite de définir une doctrine et de nommer l'adversaire. Cela évite les mauvais choix en matière d'objectifs et de conduite de la guerre, éventualité longtemps occultée en Europe.

Cet aspect a été abordé lors d'un colloque organisé, le 30 novembre 2017 à Paris, par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques. Y sont intervenus : Pierre de Bousquet de Florian, coordinateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme ; le général Antoine Windeck, directeur de Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentation ; Joseph Henrotin, politologue spécialisé dans la sécurité ; Nicole Gnesotto, présidente de l'Institut des hautes études de défense nationale.

**Liberté d'action dans la durée.** L'adversaire, équipé de technologies de dernière génération, use de modes opératoires réguliers ou non dans un cadre asymétrique. Il joue sur le flou et le fait accompli, mais s'arrête avant le déclenchement d'une action puissante, explique le général Windeck. De nouveaux acteurs s'affranchissent du droit international et pratiquent la violence extrême.

Avatar de l'art de la guerre, le djihadisme ne s'interdit rien. Il convient donc de basculer l'effort sur la prévention d'une crise plutôt que sur son règlement, pour en neutraliser les causes et en limiter les effets. Des capacités adaptées permettent de détecter des signaux faibles pour identifier la nature de l'adversaire, ses moyens et l'effet qu'il recherche. Une vision commune entre les partenaires d'une alliance empêche l'adversaire de profiter des failles dans les processus décisionnels. Il s'agit ensuite de garantir la supériorité militaire et la suprématie technique dans les espaces terrestre, maritime, aérien et cyber, car l'information dépasse les frontières et remet en cause le triptyque paix, crise et guerre, rendant nécessaire d'accroître la résilience et de réduire les vulnérabilités. Selon le contexte, l'adversaire recourt au terrorisme ou au combat de haute intensité. Il convient donc de le contourner en limitant la portée de son action, en cohérence avec les appareils diplomatique, économique et culturel et la participation de la société civile (entreprises et industries). L'action militaire exige flexibilité et réversibilité dans la bande sahélo-saharienne, pour conserver ou reprendre l'initiative, et une reconfiguration du dispositif en Afrique. Facteur de succès stratégique, elle s'inscrit dans le temps long (décennies) pour obtenir des effets durables.

**Guerres évolutives.** Selon Joseph Henrotin, la porosité dynamique entre guerres régulière et irrégulière a été pratiquée entre le XVIème et le XIXème siècles par les puissances occidentales, notamment la France et la Grande-Bretagne par des alliances avec les tribus indiennes lors de la conquête du Canada. Au siècle suivant, Mao Tsé-Toung la théorise en prônant le passage de l'idéologie à la guérilla puis à la guerre régulière. Aujourd'hui, des Etats peuvent basculer de l'une à l'autre selon une stratégie alternative. Il en découle une évolution des risques pour les forces armées occidentales. D'abord, l'adversaire peut les géolocaliser par internet et une liaison satellitaire. Puis il peut suivre une logique de « dérégularisation », à savoir la destruction de villes par des armes non guidées et l'emploi d'armes chimiques. En Irak en 2004, 17 incidents ont été répertoriés, dont un tir de canon à chlore sur des pèlerins. Par ailleurs, l'accès aux technologies se démocratise. Ainsi, le mouvement politico-militaire libanais Hezbollah dispose de roquettes de gros calibre, fournies par l'Iran, et Daech de drones. La professionnalisation des forces, qui accroît la liberté d'action et de manœuvre, a amélioré la qualité des troupes françaises, capables d'agir sur l'ensemble des conflits, de la plus basse intensité à la plus haute. Enfin, souligne Joseph Henrotin, il convient de garder à l'esprit les données fondamentales :

faculté d'adaptation ; suffisance des moyens ; art « opératif », à savoir préparation et conduite des opérations interarmées sur un théâtre ; approche globale avec les volets militaire, diplomatique et autres. Dans la guerre hybride, l'adversaire disparaît quand il se sent démasqué.

**Déni européen de la guerre.** Pour éviter la guerre entre Etats membres et avec d'autres pays, l'Union européenne (UE) a connu une confusion stratégique, estime Nicole Gnesotto. La Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée en 1952, vise d'abord à empêcher un nouveau conflit entre l'Allemagne et la France. Ensuite, un contrat s'établit : défense et sécurité du ressort de l'Otan ; prospérité économique et commerciale de celui de l'UE. Cette volonté d'ôter toute légitimité à l'usage de la force armée conduit à un affaiblissement de la pensée stratégique européenne. Dans les années 1980, avant la mondialisation, l'UE, « puissance douce », se trouve à l'avant-garde de réflexion sur la transformation du monde par le commerce et l'influence. La norme devient sa priorité et la force celle des Etats-Unis. Au Proche-Orient, l'UE préconise la coexistence de deux Etats, l'un israélien et l'autre palestinien, concept accepté aujourd'hui par la communauté internationale. Mais en 2003 lors des divergences sur l'intervention militaire américaine en Irak, émerge une stratégie européenne de sécurité, critique à l'égard des Etats-Unis. L'UE recommande une approche globale de la sécurité, où l'intervention militaire, dans le temps court, doit être suivie d'une action civile dans le temps long. Par la suite, l'UE devient le microcosme de l'insécurité : conflit ethnique dans les Balkans, terrorisme, grands mouvements migratoires, questionnement sur la dissuasion nucléaire. Par ailleurs, les perceptions de la menace varient selon les Etats membres du Nord et du Sud. A partir de 2015, les attentats de l'Etat islamique (Daech) sur son sol la mènent en première ligne de la crise au Moyen-Orient. En outre, elle s'aperçoit que sa sécurité ne peut plus dépendre uniquement des Etats-Unis. Tous les sondages d'opinion place l'insécurité avant le chômage.

## **Loïc Salmon**

Stratégie : au-delà de l'ennemi présent, imaginer celui de demain

Adversaire « hybride » : comprendre, agir et se protéger

*La lutte contre le terrorisme et le renseignement, dont l'orientation relève du président de la République et du Premier ministre, nécessitent une vision*

*géopolitique, criminologique et stratégique, souligne Pierre de Bousquet de Florian. Il s'agit de passer du traitement des effets à celui des causes profondes avec subtilité, créativité et imagination dans un monde de dissimulation et de stratégie indirecte. Connaissances historiques, géographiques et anthropologiques des chercheurs universitaires vont de pair avec l'expérience professionnelle des agents des services de renseignement, diplomates et préfets. En effet, le nombre d'Etats « trop faibles » est passé de 40 en 1948 à 200 en 2017. La collecte du renseignement mobilise les 6 services du premier cercle et 20 du second. En outre, le coordinateur national dispose de 15 conseillers, dont 1 pour l'analyse, 1 pour la prospective et 1 pour les relations avec les autres pays pour profiter de leur expérience dans la lutte antiterroriste. Il doit proposer des diagnostics et des propositions d'action en matière de sécurité au président de la République.*